

Introduction aux travaux d'Alain Desrosières : histoire et sociologie de la quantification



Michel ARMATTE

Centre Alexandre Koyré, Paris

Alain Desrosières fut mon ami, mon collègue et mon partenaire privilégié dans une recherche dont je voudrais ici rendre compte, parce que, bien au-delà de ses qualités humaines, au-delà de l'histoire de la Statistique à laquelle il fut en France le premier à consacrer un ouvrage spécifique, il a développé une pensée originale sur l'analyse du rapport d'une société avec ses instruments de quantification (dont la statistique et la comptabilité), et cette pensée nous a libérés de l'alternative douloureuse des années 1970 consistant à en être tantôt les thuriféraires, admirateurs de leur puissance formelle à éclairer et guider le progrès des sociétés, tantôt les critiques les plus radicaux, dénonçant non sans raison le pouvoir qu'ils ont pris sur nos vies.

Lui et moi élèves d'une École d'ingénieur, enfants de la décolonisation et de mai 68, et quelque peu en porte à faux dans nos institutions respectives d'un corps d'Etat (les statisticiens économistes) et d'une Université d'économie et gestion, nous avons poursuivi pendant une trentaine d'années un dialogue passionnant sur l'histoire sociale de la statistique sous la forme de discussions, de textes partagés ou échangés et d'enseignement commun à l'ENSAE, dans les master de Paris 1 ou au centre A. Koyré. Cette collaboration n'allait pas de soi puisque nous n'étions pas du même côté du système d'information, lui du côté de la production des « données », et moi du côté de leurs usages savants et politiques, comme « instruments de preuve ou de gouvernement » ainsi qu'il le résumera plus tard. Ce compagnonnage me permet aujourd'hui de présenter les principales étapes de son itinéraire intellectuel.

Une approche critique des catégories socioprofessionnelles

Polytechnicien (X60) ayant choisi de servir l'État au plus près de la demande sociale, Alain Desrosières rejoint le corps des Administrateurs de l'INSEE mais se donne aussi un point de vue extérieur et réflexif sur la production du chiffre dans la société, à travers ses contacts avec son maître Pierre Bourdieu et les sociologues critiques qui s'en réclament, partageant avec eux une attitude favorable à la statistique comme outil de preuve (un « premier héritage » dit-il), et surtout une « exigence de réflexivité qui conduit à examiner les dimensions historiquement et socialement situées des outils techniques eux-mêmes » (le « second héritage »). Non, les données sociales ne sont pas « données » au double sens épistémologique (elles sont construites) et économique (elles sont coûteuses). Elles résultent d'un processus de production de connaissances dont il faut éclairer les conditions de possibilité à la fois sociales et cognitives.

Cette doxa « bourdivine » a formé le cadre de ses premiers travaux sur le système productif

français (1972), sur le marché matrimonial (1978), deux objets associés à ses premières fonctions au Département Entreprise (1965-72) puis au Département Population et Ménages (78-87), et pour lesquels il mobilise les techniques d'analyse de données de Benzecri, qui lui fournissent une image saisissante de l'homologie entre espace des groupes et espace des pratiques. Elle fut également à la base de son investissement avec Laurent Thévenot sur une refonte des catégories socio professionnelles, travaux commencés quand il est à l'Unité de Recherche entre 1974 et 1978, et systématisés entre 1979 et 1982. La CSP du père est « la variable fétiche pour les tenants du premier héritage de Bourdieu ». L'idée principale, en se référant à la *Distinction* (Bourdieu, 1979), est de « dénaturiser les catégories » et d'« historiciser et sociologiser les outils statistiques, notamment les nomenclatures », quitte à vivre une certaine tension entre prendre appui scientifique sur le chiffre, et déstabiliser cet appui par une dénonciation de la construction sociale de cette preuve par les dominants.

L'historicisation de la Statistique a commencé pour Alain Desrosières en 1976 quand il co-organise avec Jacques Mairesse les journées d'études de Vaucresson sur l'histoire de la statistique qui donneront naissance aux deux volumes (1977, 1987) de *Pour une histoire de la statistique* édités par l'INSEE. Alain s'inscrit doublement dans la publication de 1977 : comme auteur d'un dossier très complet et documenté sur *l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles*, discutant du paradoxe entre l'apparente rigueur mathématique des relevés statistiques et la complexité sociale des conventions qui président à leur classification, mais aussi par un petit texte (avec Mairesse et Volle) sur les temps forts de la statistique française dont March, Carmille et Gruson sont les héros. Première inscription dans une histoire de la statistique, mais du seul point de vue de son versant administratif, producteur de « données ». Alain Desrosières a pris ses distances avec la formalisation pour mieux identifier les procédures de recueil et de classement des faits qui la conditionne mais, comme il le reconnaîtra lui-même, n'envisage pas encore que l'on puisse articuler à cette histoire administrative une histoire de la statistique mathématique.

La sociologisation de la statistique, qui le dispute à son historicisation est un enjeu tout aussi important. Dès le début des années 1980, Alain Desrosières est détaché à mi-temps au Centre de Sociologie Européenne, anime avec Michael Pollack un séminaire « d'histoire sociale des politiques et des techniques de sciences sociales », et s'investit dans les premières *Journées Statistique* et sociologie d'octobre 1982 qui réunissent 200 personnes relevant pour moitié des Services statistiques des ministères, et pour moitié des laboratoires du CNRS et de l'Université. Son compte rendu souligne les principales difficultés d'un rapprochement des deux disciplines dues aux hétérogénéités de leurs objets, valeurs et méthodes, et à leur rapport de type client-fournisseur, mais il plaide pour leur dépassement.

Son travail sur les nomenclatures débouche sur la construction, avec Laurent Thévenot, d'une nouvelle nomenclature (dite PCS). *Les catégories socioprofessionnelles* (1988), un petit ouvrage qui le fera connaître du grand public, fournit l'argumentation qui justifie et accompagne les PCS. Alain Desrosières se rapproche alors du Groupe de sociologie politique et morale (GSPM) et des travaux de Thévenot, sur *l'économie du codage social* (1983) et sur les *investissements de formes* (1986), ou sur *les économies de la grandeur* (1991). Alain découvre parallèlement toute la littérature de l'École des conventions (Eymard-Duvernay, Orléan, Salais, Dupuy, Favereau), des auteurs auxquels il empruntera l'idée de multiplicité des conventions d'équivalence et de pluralité des logiques d'entreprise. Les considérations historiques le poussent cependant à lorgner aussi du côté de l'École de la Régulation, en cette période de transition, où l'on est visiblement en train de quitter le régime fordiste pour celui encore incertain du néolibéralisme.

Entre histoire et sociologie, Alain Desrosières ne choisit donc pas. Il se rapproche aussi d'une troisième voie, celle de l'École anglaise des sciences *studies*, qui dessine le projet d'une socio-

1. Hors dépenses médico-social et dotations forfaitaires

logique de la science, c'est-à-dire d'une approche de celle-ci à la fois causale (explicative), impartiale (agnostique vis-à-vis de ce qui est vrai ou faux), symétrique (dans l'étude des vainqueurs et des vaincus) et réflexive (s'appliquant à elle-même ces principes), selon la version forte de David Bloor. Son adaptation à la sauce française par Bruno Latour, dans *Les microbes guerre et paix* et *Irréduction* (1964) et *la science telle qu'elle se fait* (1989), ou par Michel Callon, dans les théories de la traduction et l'acteur réseau, est tout aussi décapante. Il y a là des outils pour prendre du recul par rapport à l'épistémologie habituelle et la macro-histoire, en privilégiant une micro-sociologie des acteurs via l'étude des controverses ou des procédures de laboratoire; une méthode pour penser la science, et donc la statistique, y compris la statistique mathématique, en termes d'enjeux de société, de traduction, de conflits et controverses, de construction des notions de preuve et de vérité.

Une dernière impulsion qui motive les recherches d'Alain est l'histoire de la statistique mathématique développée dans le tout nouveau *séminaire d'histoire de la probabilité et de la statistique* animé par Bru, Barbut et Coumet à l'EHESS, qu'il fréquente comme moi dès ses débuts en 1983. Les outils des sciences *studies* et de la théorie des conventions vont lui permettre d'articuler deux corpus de résultats de recherches : d'une part ceux qui touchent à la statistique administrative de Quetelet, March et Cheysson, à la comparaison des différents systèmes statistiques européens (son admiration pour les travaux de Sreter en Grande-Bretagne date de cette époque), ou aux institutions (SGF, SNS, CNS, ENSAE) qu'il a commencé à rassembler et publier dans « Histoire de formes » (1985), « Masses individus moyennes » (1988), « Les spécificité de la statistique publique française » (1989) ; d'autre part les éléments d'histoire mathématique de la statistique et de la probabilité qu'il a lus chez Kendall, Stigler, Benzecri, et dans les deux tomes de *The Probabilistic Revolution*, édités en 1987 et 1989 par Kruger, Daston, Heidelberg, Gigerenzer et Morgan, à la suite du séminaire international de Bielefeld.

La Politique des grands nombres

C'est à cette articulation que se consacre son livre majeur, *La politique des grands nombres*, publié à la Découverte en 1993 et traduit en plusieurs langues, dont l'anglaise en 1998. Cet ouvrage est un récit intégré, tissé, maillé de ces deux histoires de la statistique, l'histoire sociale des institutions et méthodes de production, des relevés (enquêtes ou registres), du codage et de l'enregistrement d'une part, l'histoire cognitive des transformations formelles des produits de cette opération et de leur enrôlement comme instrument de preuve (régression ou analyse factorielle) d'autre part. La dualité des deux points de vue le frappait depuis longtemps. Cette histoire mixte (mais pas encore unifiée tant les historiographies résistent), étalée sur plus de deux siècles, trouve un large public parce qu'elle ne satisfait à aucune érudition inutile, et s'oblige à problématiser socio-logiquement toutes les innovations et les controverses rencontrées, qui sont nombreuses : statistique allemande vs arithmétique politique ; statistique littéraire de Peuchet vs calculs de Duvillard ; contrats aléatoires vs probabilisme et degré de croyance, réalisme et nominalisme dans la théorie des moyennes, homogénéité vs hétérogénéité des populations, homme moyen de Quetelet vs homme génial de Galton, causalisme vs contingence chez Pearson, statistiques administratives françaises et anglaises, monographies vs enquêtes, recensement vs sondage, eugénistes vs hygiénistes, principes divers de classification des décès, interprétations diverses de l'aléa et de la notion de modèle en économétrie, (Koopmans vs Vining, Keynes vs Tinbergen).

Ces controverses sont problématisées sous forme de deux tensions majeures du domaine. La première entre histoire des sources et histoire des usages mathématiques, histoire de l'État et histoire des sciences est le produit d'un éclatement des historiographies entre histoire des idées et des théories, histoire des faits, histoire des instruments de quantification et formalisation, histoire de la production de l'information, histoire des sciences et de l'expertise,

qui restent largement confinées dans des champs séparés. Elle recoupe plus ou moins une opposition, méthodologique celle-ci, entre une histoire internaliste, conceptuelle, et une histoire externaliste, socio-politique. Il est commun de constater que l'histoire des mathématiques fait presque exclusivement appel aux concepts et idées mathématiques et que celle de l'État fait appel à tout un registre de connaissances externes pour les sciences politiques. Desrosières suggère de mieux associer ces deux approches, dans le cadre d'une vision anthropologique des sciences qui se nourrit de l'analyse de controverses, associant presque toujours un volet cognitif et un volet social. La troisième tension qui traverse tout l'ouvrage de l'introduction à la conclusion, oppose une vision réaliste de la statistique (elle décrit une réalité) et une vision constructiviste (la réalité résulte de sa construction statistique sur une base conventionnelle). Cette tension est récurrente dans plusieurs contextes historiques : quelle est la légitimité d'une interprétation réaliste d'une moyenne, d'un indicateur, d'une classification, d'une corrélation, d'un modèle ? Comment caractériser les différentes modalités selon lesquelles des auteurs contestent ce réalisme : le nominalisme de Moreau de Jonnés, le rationalisme de Cournot, l'idéalisme de Pearson, le constructivisme des postmodernes...

La statistique sert-elle à décrire ou à agir ? Est-elle une affaire d'État ou de traitement des grands nombres ? Faut-il être mathématicien ou sociologue voire économiste pour en faire l'histoire ? Alain Desrosières ne tranchera pas toujours en faveur d'un pôle ou l'autre de ces alternatives. C'est une question de « posture » dit-il. « *La séparation entre objets techniques et objets sociaux remontant au XVIIIe siècle est maintenant profonde (...) et il est à la fois difficile et indispensable de penser en même temps ces objets comme construits et réels, conventionnels et réels. À défaut d'un tel travail, l'information statistique risque d'osciller sans fin entre deux états opposés et complémentaires : celui de référence indiscutable au dessus des débats et celui de cible de dénonciation polémique défaisant la complexe pyramide des équivalences*¹ ». Il faut donc articuler « deux registres de langage, celui de la description et de la science (il y a) et celui de la prescription et de l'action (il faut) » ; et aussi « deux attitudes par rapport à la question de la réalité, l'une réaliste (ou objectiviste) l'autre relativiste (ou historiciste) ». Car, pour finir, le statisticien cherche à « faire des choses qui tiennent », à la fois pour des raisons formelles et pour des raisons sociales, c'est-à-dire qu'il construit des objets (indices, classifications, modèles...) qui ont à la fois des qualités formelles de représentation cohérente et réaliste de la réalité, et une légitimité sociale comme convention, comme constitution de la société, ces deux propriétés leur donnant une efficacité sociale comme lien, comme base de négociation, bref, comme outils de gouvernement. Pour que ces choses (catégories, concepts, mesures) tiennent, elles doivent reposer sur des conventions qui « doivent à la fois être indiscutées pour que la vie suive son cours et néanmoins discutables pour que la vie puisse changer de cours ». Cette dernière phrase du livre annonce une tentative de résoudre cette contradiction par le changement, par la succession des régimes d'expertise associant d'une certaine façon connaissance et pouvoir, par le cycle de vie et mort des conventions sociales qui en résulte. Ce seront les thèmes de ses écrits dans la décennie suivante.

Dans la postface de la seconde édition de *la politique des grands nombres* (2000), Alain Desrosières dresse un bilan des réceptions qui ont été faites de son livre, et fait le point sur les travaux publiés depuis 2013. On peut donc y lire la longue liste des publications et des collaborations qui ont enrichi sa vision entre les deux éditions. Cela comprend les travaux fondateurs de Mary Morgan, Judy Klein et Michel Armatte sur l'économétrie, les études plus externalistes de Ted Porter sur la construction de l'objectivité, de Margo Anderson et Stephen Fienberg, de Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost, de Silvana Patriarca et Simon Szreter, ou encore en France de Luc Blondiaux sur les sondages, d'Eric Brian sur l'imbrication de l'administration et de la géométrie dans la fabrication des chiffres à l'âge classique, de Martine Mespoulet, Emmanuel

1. Desrosières, 1993, p.398.

Didier sur les systèmes statistiques nationaux et leurs méthodes d'investigation (registres, recensements, sondages), de Berlivet Dodier, Gollac, Spenlauer, sur l'évaluation des politiques publiques. On repère aussi dans son bilan l'influence notable des philosophes, comme Hacking, dont il fut répondant lors de sa conférence au Collège de France, sur le constructivisme, mais Foucault, dont les cours (Sécurité Territoire Populations, 1978 et Naissance de la biopolitique, 1979) ne seront édités qu'en 2004 n'est pas encore dans le paysage. Alain Desrosières se passionne pour la grande controverse du moment qui est l'affaire Sokal, laquelle sous prétexte de canular, organise une mise en pièce des approches déconstructivistes des *Sciences Studies*. Enfin, faisant état des différentes critiques faites à son livre, il reconnaît que l'histoire des États, producteurs de sources utiles à son gouvernement, et l'histoire de la méthodologie, des formes enrôlées et de la philosophie de la réalité qu'elles portent, n'étaient pas bien articulées en 1993.

Les régimes politiques de la Statistique

La solution pointerait avec un texte qui joue, me semble-t-il un rôle clé de point de passage, d'articulation des deux approches épistémologiques et politiques. C'est le fameux texte sur *l'État, le marché, et les statistiques* dont la première version écrite en 1997, paraît en 2000 dans le *Courrier des statistiques*, en 2001 dans le *Cambridge History of Science* (Porter et Ross eds., vol.7), en 2003 dans *Historicités de l'action publique* (Laborier et Tron eds), et est reproduite dans le chapitre 3 de *l'Argument statistique* tome 1, 2008. Ce papier propose de distinguer cinq formes idéal-typiques de l'État, du point de vue de son rôle dans l'économie : *l'État ingénieur, l'État libéral, l'État providence, l'État Keynésien et l'État néolibéral*.

A chacune de ces cinq configurations, que l'on peut identifier à des régimes d'expertise combinant d'une certaine façon connaissance et contrôle de la société, Alain Desrosières associe un jeu d'outils et de méthodes statistiques qui sont privilégiés pour accompagner l'exercice du pouvoir et la mise en place des politiques publiques. C'est ainsi que les technologies du recensement, et plus généralement les statistiques de population et de production s'ajustent aux besoins de l'État ingénieur, les statistiques de prix, avec la théorie microéconomique standard accompagnent l'État libéral, les statistiques du travail, les enquêtes de budget, les techniques assurancielles probabilistes profitent à l'État providence, alors que la comptabilité nationale, les enquêtes de consommation et sur l'emploi et les techniques économétriques répondent au besoin de l'État keynésien. Le tournant néolibéral de Reagan-Thatcher succède à la crise des deux modèles précédents (relativement imbriqués), et met fin aux techniques de prévision et planification appuyées sur la connaissance macroéconomique, au profit d'une généralisation des techniques du *benchmarking* qui repose sur l'hypothèse des anticipations rationnelles, une mise en concurrence des agents et une évaluation a posteriori de leurs performances par des jeux d'indicateurs non liés par des relations : la LOLF au niveau national, la « méthode ouverte de coordination » et l'ouverture de marchés nouveaux (« droits à polluer ») au niveau européen en sont les exemples les plus frappants. Ici encore Alain s'appuie sur des travaux de nombreux chercheurs qu'il serait trop long de citer.

Ce texte constitue une avancée certaine dans le souci de mieux articuler la double nature de la statistique comme instrument de preuve et la statistique comme instrument de gouvernement à l'intérieur d'un cadre historique où se succèdent des ruptures et des continuités. La difficulté principale reste cependant l'assimilation de ces formes abstraites, idéales-typiques, à des régimes historiques bien situés, ce qui est à la fois nécessaire, car les types ne font que généraliser des cas historiques, et impossible, car des régimes historiques de même type (colbertisme et gaullisme, planification keynésienne et soviétique) ont chacun leur spécificité et ne sont pas assimilables.

Une sociologie de la quantification

Arrivons aux travaux d'Alain Desrosières dans les années 2000, marqués par une tentative de synthèse de ses thématiques, sous la forme d'une sociologie de la quantification. Alain a intégré en 1992 le comité de rédaction de *Genèses* qui lui permettra d'élargir l'audience de ses approches et de ses thèses, tout autant via ses propres publications que grâce à celle des jeunes chercheurs qui s'inscrivent dans son sillage et dont il suit les travaux avec gourmandise. A la fin des années 1990 il a inauguré le premier cours de l'ENSAE sur l'histoire des statistiques (bientôt rejoint par Michel Armatte), un cadre exceptionnel pour impliquer les futurs cadres de la statistique publique (en particulier ceux qui se destinent au corps des ingénieurs d'État, dans une posture réflexive (historicisée et sociologisée) qui leur donne à voir derrière les objets formels qu'ils manipulent, leur rôle dans la mesure et la construction de l'État.

En mai 2002, il lance les premières journées de sociologie de la quantification qui réunissent une centaine de participants sur un programme d'exposés curieusement regroupés en deux sujets : histoire de la statistique (Porter, Didier, Amossé, Bardet, Mespoulet, Berlivet, Beck, Armatte) et histoire de la comptabilité (Miller, Chiapello, Lemarchand, Godechot, Capron). Ce programme témoigne d'une volonté d'élargir son champ de recherche. Le parallèle entre statistique et comptabilité, est en effet bien tentant, justifié notamment par leur double capacité à décrire et constituer une réalité économique en usant d'un équivalent (comptage d'individus dans un cas, comptage d'unités monétaires dans l'autre cas). La fréquentation des écrits de Miller, la collaboration avec Eve Chiapello en 2006 pour un article commun sur la *positive accounting theory*, marqueront cette tentative, non aboutie aujourd'hui, de constitution d'un domaine plus large pour une sociologie de la quantification.

Au début des années 2000 il rejoint comme chercheur associé le centre A. Koyré et fréquente régulièrement les séminaires de gouvernement de la science et de modélisation du climat. C'est l'occasion pour lui d'intégrer plus efficacement ses travaux sur la Statistique dans une réflexion générale sur les sciences en société au XXe siècle², et d'étendre à la modélisation ses approches de la quantification. En février 2006 il contribue au lancement des premières *Journées d'histoire de la statistique* à l'INSEE, qui connaîtront une seconde édition en mars 2008. La retraite, prise en 2005, ne change guère ses habitudes de travail (il continue à se rendre à son bureau de l'INSEE), ne dissipe pas ses réseaux, et lui fournit un peu de temps supplémentaire pour assouvir son insatiable curiosité.

Les textes qu'il publie en 2007 pour le Centre Cournot témoignent d'une dernière avancée significative de sa pensée. Ils sont centrés sur sa nouvelle devise : *quantifier, c'est convenir + mesurer*. Ce *leitmotiv* permet d'articuler sérieusement maintenant les deux visions réalistes et constructivistes de la statistique en réduisant leur écart : le réel ne peut être nié par un constructivisme absolu dans lequel la mesure crée totalement l'objet (*What is not socially constructed ?* avait demandé Hacking) et inversement, le rôle de la quantification dans le gouvernement des hommes et des choses ne peut être nié par un réalisme absolu dans lequel les choses auraient une existence préalable indépendante de leur mesure. Bachelard, Bourdieu affirmaient déjà que le réel est construit. L'idée que la quantification repose sur des conventions négociées, et rencontrant un certain accord, concernant la chose que l'on veut mesurer, comme par exemple « les qualités des quantités », éloigne le spectre du réalisme et symétriquement celui du relativisme, elle introduit subrepticement le social au cœur même de la logique des ordres et des classes et de la métrologie, et elle met en échec l'impression que ces conventions sont arbitraires. Cette approche de la quantification peut d'ailleurs être quasiment dupliquée comme je l'avais proposé à Alain dans une approche très similaire de la modélisation.

2. Cf D. Pestre, Science, argent, et politique, INRA, 2001 et A. Dahan dir, les modèles du futur, La Découverte 2007

La publication en 2008 d'un recueil d'articles publié aux Presses des Mines lui permet de faire la synthèse provisoire de cette sociologie de la quantification. Les titres des deux volumes, « Pour une sociologie historique de la quantification » et « Gouverner par les nombres » reprennent bien les deux approches qu'il a cherché toute sa vie à conjuguer : la statistique comme outil de preuve et comme outil de gouvernement. L'introduction du premier volume développe ce thème sur la base de l'équation « quantifier c'est convenir puis mesurer », et l'introduction du second volume intitulée « les mots et les nombres. Pour une sociologie de l'argument statistique » le fait sur la base du tableau de « l'État, le marché et les statistiques ». Ces deux entrées, par une métrologie socialisée grâce à la notion de convention, et par une politique équipée d'instruments statistiques, précisent ce que recouvre cette sociologie de la quantification : une double construction, simultanément sociale et cognitive, du chiffre qui préside simultanément à l'imposition de la preuve et l'imposition du pouvoir de gouverner. Dans un dernier texte de 2011 qui pourrait apparaître comme une synthèse de sa pensée, Alain Desrosières a repris et complété ses analyses du régime néolibéral en mobilisant et articulant de manière très pertinente ses thèses. Il introduit une nouvelle idée, celle d'une rétroaction des indicateurs sur les comportements des agents, en tant qu'acteurs subissant la quantification, une idée qui complète l'idée de performativité mobilisée par Michel Callon pour rendre compte des modifications du réel opérées par la théorie scientifique.

Conclusion

L'hommage émouvant de ses collègues de l'INSEE à l'occasion de sa retraite, celui qui lui sera rendu par les historiens à la journée d'étude organisée en mai 2006 à Berlin par le *Centre Marc Bloch* et le *Max Planck Institute for the History of Sciences*, mais aussi la réunion de ses amis les plus proches à Vertrieux pour son 70^e anniversaire en 2010, rendent compte plus objectivement que mes seuls souvenirs de l'aura de respect et de sympathie qui entourait Alain Desrosières, bien au-delà des cercles restreints de la famille et des collègues. De ces hommages on retiendra non seulement une œuvre qui a marqué des esprits, constitué une référence et sollicité des vocations, mais aussi des portraits convergents de l'homme et de ses qualités et de ses aptitudes. Alain était un excellent lecteur des travaux des autres, ayant toujours des visions précises et percutantes de leurs points forts et de leurs points faibles. Il était ce que plusieurs ont nommé un *mailleur*, apte à mettre en rapport des univers intellectuels étrangers. Recevant en 2011 de la part de ses collègues de Montréal un grade de docteur honoris causa de l'UQAM, Alain a manifesté encore clairement ce qu'il devait aux autres, et ce que lui-même pensait avoir apporté par son œuvre. En ce qui me concerne le verdict est clair : je lui dois énormément, par son amitié et nos échanges intellectuels qui allaient toujours de pair. Et j'espère avoir, par ce texte, facilité l'accès d'un maximum de personnes à sa réflexion.